

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Les Social-traitres et le front unique (*Boris Souvarine*). — La nouvelle politique économique (*L. Trotsky*). — La C. G. T. fait front unique... avec le Comité des Forges (*J. Sadoul*). — Vie des révolutionnaires (*Victor Serge*).

Le Parti Communiste et la classe moyenne (*Lucien Revo*). — Syndicalisme fasciste (*P. Mario*). — La situation économique mondiale en octobre-décembre 1922 (*Eugène Varga*). — Bibliothèque communiste.

Les Social-traitres et le Front unique

CLARA Zetkin demandait un jour à Paul Lafargue des nouvelles du neveu de celui-ci, Jean Longuet. Le père Lafargue répondit : « Vous savez que quand il était petit, Jean était un petit imbécile. Maintenant qu'il est devenu grand, c'est un grand imbécile ».

On ne peut s'empêcher d'admirer la vérité de cette appréciation, concise et forte, chaque fois que Jean Longuet donne l'occasion de la vérifier, en se livrant à quelque manifestation politique. Récemment encore, le directeur du *Populaire* donnait la mesure de son intelligence en rapportant devant le congrès des social-traitres, à Lille, la résolution repoussant les propositions communistes en faveur du front ouvrier unique.

Le refus de participer à une lutte commune de toutes les fractions du prolétariat a été prononcé par le congrès dissident tout entier. C'est dire que le Parti de Longuet et de Grumbach est uni dans la haine du communisme international et de la Révolution russe, ainsi que dans la peur d'entreprendre la moindre action comportant quelque risque. Il y a peut-être, dans ce Parti, des différences d'opinion sur certaines questions mettant en jeu l'intérêt personnel des dirigeants, mais

l'unanimité est complète dans la crainte du mouvement révolutionnaire.

Un des plus lâches de ces dirigeants, Paul Faure, a eu le toupet de raconter aux congressistes de Lille que les communistes invitaient les dissidents « à se séparer de leur droite », ce qu'il n'admettait à aucun prix. Ce Paul Faure n'avait pas une très haute idée de son auditoire, pour lui tenir de telles histoires. Les communistes n'ont jamais invité les dissidents « à se séparer de leur droite » pour l'excellente raison qu'on ne saurait distinguer ni droite ni gauche dans la trahison. Bien loin de leur conseiller une opération aussi difficile, nous les invitons au contraire à s'unir aux dissidents entrés après eux dans la carrière : tout cela pour que la situation soit plus claire aux yeux des travailleurs.

Certes, nous n'ignorons pas que les dissidents des diverses catégories s'apprécient mutuellement avec sévérité, devant la galerie. Mais cela n'empêchera pas la réalisation de notre vœu. Frossard, qui excluait Verfeuil en octobre, s'entend fort bien avec lui en février. Verfeuil n'a que des raisons de s'unir à Longuet. Longuet ne se séparera jamais de son fidèle ami Renaudel... Renaudel est au mieux avec Ferdinand Buisson. Ferdinand Buisson

est indéfectiblement lié à Victor Basch. Et Victor Basch s'entend à merveille avec Poincaré...

Pressemare pressait l'autre jour son parti de s'orienter « à gauche ». C'est à se tordre. La gauche et la droite, en politique, ne sont pas des notions topographiques. Pressemare aurait-il la capacité de changer le contenu idéologique de son parti ? Pourrait-il lui donner un esprit de classe, une conscience prolétarienne, une volonté de combat, une doctrine révolutionnaire, un programme d'action ?

La vérité, que la pauvre phraséologie « de gauche » de Pressemare ne pourra masquer, c'est que le parti dissident dans son tout est un parti purement démocratique, semblable aux autres partis démocratiques, c'est-à-dire servant le régime capitaliste, et ne s'en différenciant que par le jargon. Un tel parti ne peut connaître des tendances fondamentales. Il n'a ni gauche, ni droite. Anciens guesdistes et anciens jaouressistes y sont unifiés sous le drapeau jaune du renoncement à la révolution et de la collaboration de classe.

Les conditions historiques n'ont pas encore permis au parti dissident de donner sa mesure. Mais le présent des partis analogues d'Europe nous annonce son avenir. Ces partis, de même essence que celle du parti dissident, appartenant à la II^e Internationale ou à l'Internationale de Vienne qui se résorbera bientôt dans la première, sont couverts du sang ouvrier qu'ils ont versé, dans leur zèle à servir la bourgeoisie. Ce sont des organisations contre-révolutionnaires par excellence, la dernière ressource du régime capitaliste dans chaque pays. On sait le rôle de la social-démocratie allemande, du parti socialiste polonais, du parti social-démocrate hongrois, des partis socialistes de Finlande, des provinces baltiques, de Géorgie, etc. Tous ces frères du parti dissident ont brisé le mouvement révolutionnaire prolétarien sous le feu des mitrailleuses bourgeoises. Ils ont décimé cruellement l'élite de la classe ouvrière européenne, coupable d'avoir engagé la lutte finale à une autre heure que celle fixée par Kautsky. Leur crime est si horrible qu'on a peine à le regarder en face. Et les dissidents sont ces anciens membres de notre Parti qui, froidement et résolument, se solidarisent avec ce crime et s'associent aux criminels. Il n'en faut pas douter : placés dans les mêmes cir-

constances, ils commettront les mêmes actes. Ils y seront acculés comme leurs congénères des autres pays, pour leur nature même de *fraction de gauche de l'unique parti de la bourgeoisie*.

— « Et c'est à nous que vous proposez le front unique ? demande naïvement Longuet. Vous nous insultez et vous nous conviez ensuite à une lutte commune ! Loin de nous, engeance machiavélique, diplomates orientaux, Asiates sectaires et rusés...

— « O malheureux, que son oncle connaissait bien et jugeait mieux encore, quoique avec indulgence, vous ne comprendrez donc jamais rien à rien ?

« Ne voyez-vous pas qu'en vous invitant à former avec nous un front unique de combat, ce n'est pas sur la lâche cohorte de vos pseudo-militants que nous comptons, et que notre seul dessein est de nous faire entendre de tous les prolétaires sans distinction d'opinions ?

« Combien de fois, dissidents que vous êtes, faudra-t-il vous répéter : nous n'avons en vous aucune confiance, nous avons perdu il y a beau temps nos dernières illusions, vous êtes et resterez pour nous des traîtres, mais nous ne vous confondons pas avec les ouvriers sincères et honnêtes trompés par vos sophismes et entraînés par vos tromperies ?

« Vous êtes des agents de la bourgeoisie, mais la portion de la classe ouvrière qui vous suit a des intérêts distincts des vôtres, des intérêts qui sont ceux de l'ensemble du prolétariat. Elle peut être momentanément égarée : tôt ou tard, elle prendra conscience de son aberration. Et nous, communistes, l'y aiderons.

« Nous, communistes, qui luttons à l'avant-garde du prolétariat pour sa libération, nous lui enseignons que son salut est dans une lutte sans merci contre la bourgeoisie et que sa victoire ne sera pas sans l'union de sa grande majorité. Nous disons à tous les ouvriers : formez un front unique pour résister à l'offensive du capital, sinon vous serez vaincus.

« Et nous disons aux partis qui se réclament de la classe ouvrière et qui sont, de fait, suivis par un nombre important d'ouvriers : Puisque vous prétendez servir la classe ouvrière et que l'intérêt de celle-ci exige une lutte commune, participez donc à cette lutte.

Quant à nous, nous y sommes prêts. Vous nous dégoûtez, mais vos ouvriers ne nous dégoûtent pas. Nous vous supporterons, puisque la cause ouvrière le veut.

« Vous vous dites socialistes ? Vous n'êtes que des démocrates. Vous vous prétendez révolutionnaires ? Vous n'êtes que des conservateurs. Vous voulez servir, dites-vous, le prolétariat ? Nous aussi ! Entrons dans l'action, donc, et que le prolétariat nous juge.

« Assez de paroles vaines et de discussions sans issue. Que nos actes montrent ce que nous sommes et ce que nous valons, nous et nos théories. Prenons notre place au front intérieur de la guerre civile, où il y a des coups à recevoir et à donner. La classe ouvrière reconnaîtra les siens.

« Venez, dissidents, décidez-vous. Nous sommes au combat, mais nous ne sommes pas jaloux : montrez-vous plus valeureux que les communistes, si vous pouvez. Peut-être, sûrement même, parmi vous, en est-il qui sont disposés à se battre dans les rangs des prolétaires, à se battre jusqu'au bout ? C'est donc qu'ils sont d'éphémères dissidents ! En réalité, ils sont des communistes qui s'ignorent : qu'ils soient les bienvenus parmi nous, ces révolutionnaires que le front aura éprouvés.

« Peut-être aussi, sûrement même, se trouvera-t-il parmi les communistes des traîtres et des poltrons, des fatigués et des lâches, que la lutte découvrira ? Ceux-là rejoindront les dissidents, qui les reconnaîtront pour frères. Ainsi, chacun prendra sa vraie place et les ouvriers ne s'y tromperont plus.

« Mais, dissidents, si vous refusez de prendre votre place au front ouvrier où déjà la bataille est engagée, vous vous dénoncez vous-mêmes comme lâches ou comme traîtres, devant la classe ouvrière qui vous attend, qui nous attend tous aux actes. Les ouvriers qui, jusqu'ici, vous ont suivis, se détourneront de vous. Et vous disparaîtrez comme parti, vous ne serez plus qu'une poignée de politiciens à la recherche de sinécures et de profits.

« Sans doute, ces ouvriers que vous avez trompés ne seront pas édifiés du jour au lendemain. Il faudra des démonstrations répétées pour les convaincre. Nous en ferons autant qu'il le faudra. Nous vous proposerons le front unique chaque fois que l'occasion en sera favorable, chaque fois que les ouvriers

les plus retardataires, les moins conscients, en comprendront eux-mêmes la nécessité.

« Libre à vous de vous dérober. Vous ferez ainsi vous-mêmes la preuve de votre indignité. Vous vous démasquerez et discréditez. Et les travailleurs qui vous auront suivis jusqu'alors se tourneront contre vous.

« Tel est le dilemme où notre tactique, implacable, vous acculera. Ou vous participerez à la lutte de la classe ouvrière, et nous n'en demandons pas davantage. Ou vous vous y refuserez, et vous serez balayés.

« Où est là-dedans le machiavélisme ? »

Mais le neveu de Paul Lafargue ne comprend rien à des choses si compliquées, cependant que les dissidents feignent de ne pas comprendre. Il faudra leur expliquer souvent, bien souvent, ces bizarreries moscovites et byzantines.

On essaiera. On fera de son mieux pour se faire entendre. Et gageons que nous serons plus vite compris des ouvriers que de la fameuse « parure intellectuelle » du parti dissident.

Nous n'espérons d'ailleurs pas autre chose...

Boris SOUVARINE.

LE NUMERO 23 DE

l'Internationale Communiste

EST PARU

Il contient des articles de Radek, Rakovsky, Varga, Sen Katavama, Préobrajensky, Walton-Newbold, Warsky, etc...

LE NUMERO : 5 FRANCS

A titre de propagande, les numéros 21 et 22 sont envoyés franco contre la somme de un franc.

“ L'OUVRIÈRE ”

Nos camarades sont avisés que l'Ouvrière reparaitra prochainement.

Le Parti Communiste espère que toutes celles qui ont été pour l'Ouvrière les lectrices de la première heure voudront aider leur journal à vivre et à se développer en le répandant autour d'elles et en prenant part au travail de la rédaction.

L'Ouvrière sera l'organe de toutes les femmes qui travaillent à l'usine, aux champs, à l'atelier, au bureau, à la maison.

La Nouvelle Politique Économique

Notre camarade Trotsky a écrit ce court article pour servir de préface à un livre de Mme Anna-Louise Strong. Nous croyons bien faire en donnant ici cette forte page consacrée à la Nep (Nouvelle politique économique).

Une vaste littérature existe déjà sur la Révolution d'Octobre et la Russie des Soviets. Conformément au caractère même de l'époque révolutionnaire, chaque nouveau livre définit, avec sympathie ou avec hostilité, quelqu'une des étapes d'un rapide développement révolutionnaire.

Bien des livres ont été consacrés à notre guerre civile. Les uns dépeignent notre cruauté, les autres décrivent l'héroïsme de notre avant-garde révolutionnaire et l'inoubliable abnégation des travailleurs russes dans leur lutte pour des buts élevés et nouveaux. L'ampleur de la bataille révolutionnaire et l'ampleur de ses sacrifices ont indéniablement valu à la révolution russe, en même temps que les sympathies des masses ouvrières du monde, celles des meilleurs éléments intellectuels. Il faut pourtant dire que ces derniers n'ont pas toujours été bien fermes. Il nous est souvent arrivé d'observer que les mêmes intellectuels ou les mêmes groupes intellectuels qui, tout en acceptant la révolution, déploraient naguère ses cruautés et son influence destructive sur la culture, se sont sentis non seulement peinés, mais presque offensés, lorsque la révolution a passé au travail opiniâtre et minutieux de l'édification quotidienne : nous les avons, voyez-vous, fait dégringoler des hauteurs de la poésie tragique dans les vallées prosaïques de la *Nep*.

Le malheur, c'est que les criteriums éthico-esthétiques, dont se sert habituellement une partie importante — et non la moins intéressante — des intellectuels, sont vains pour l'appréciation de grands événements historiques. L'histoire n'obéit pas aux règles de la morale ou de l'éthique. Elle obéit à la logique de ses forces intérieures, aux classes et aux facteurs matériels qui sont à la base des sociétés. L'éthique et l'esthétique sont des phénomènes de deuxième et de troisième ordre. Une classe nouvelle, luttant âprement pour un nouveau régime historique, fait, par là même, le

chemin vers une éthique et une esthétique nouvelles.

« Hélas ! Hélas ! » s'exclament certains « amis », navrés de la Russie des Soviets, le tsar *Nep* règne aujourd'hui sans conteste sur la Russie. Où est la Russie tragique et sanglante de 1918-19-20 ?... »

Mme Anna-Louise Strong, elle, a su voir — peut-être l'a-t-elle seulement senti, au début — dans la « prose » de la *Nep* comme sous les aspects dramatiques de la guerre civile, la bataille résolue, obstinée, sans merci contre l'esclavage séculaire, l'ignorance, la barbarie, pour des formes nouvelles et plus hautes de la vie. Mme Strong est venue en Russie, alors que la famine et les épidémies ravageaient le pays de la Volga. Elle-même a passé par le typhus. Son labeur d'écrivain a inlassablement contribué à ouvrir une brèche dans la muraille de mensonge réactionnaire qui a été un des éléments les plus importants du blocus impérialiste de la révolution. Cela ne veut évidemment pas dire que Mme Strong ait dissimulé le côté sombre des choses ; non ; mais elle a cherché à comprendre et à expliquer comment ils résultaient du passé en lutte avec l'avenir.

Grâce à cette façon de faire — la seule correcte et juste — la *Nep* n'est pas apparué à Mme Strong comme une prose grossière ou comme une liquidation de la révolution, mais comme une des étapes nécessaires de celle-ci. Les hommes mêmes qui ont combattu sur tous les fronts de la guerre civile — à l'exception bien entendu de ces dizaines de milliers d'entre eux tombés sous les coups de l'impérialisme français, anglais, américain — travaillent aujourd'hui au rétablissement économique du pays, au nom des mêmes buts, avec la même énergie, avec la même abnégation totale. Les difficultés auxquelles ils se heurtent sont, en vérité, énormes. Dans les domaines de l'Économique et de la Culture, nous sommes infiniment arriérés. Mais la compréhension de ce fait, si elle pénètre les grandes masses populaires, devient elle-même la plus grande puissance de culture. Cette force, la révolution l'a éveillée, nous l'avons, nous bâtissons avec son aide. Notre édification est souvent tâtonnante, souvent maladroite, mais historiquement invincible.

L. TROTSKY.

La C. G. T. fait front unique...

...avec le Comité des Forges

Ainsi que tous les chefs réformistes du socialisme et du syndicalisme, Merrheim — ennemi irréductible du front unique prolétarien — pratique d'un cœur léger le front unique avec la bourgeoisie.

Il est de ceux qui, comme le soulignait justement Digat au dernier Congrès Confédéral, « s'accommodent de la scission » parce que seule la scission leur assure le pouvoir. Pour retarder l'inévitable unité, c'est-à-dire pour retarder leur inévitable défaite de tels hommes feraient alliance avec le diable. Depuis longtemps ils ont partie liée avec la bourgeoisie.

Entre l'action contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et celle de la C. G. T. le synchronisme est édifiant. Remarquez-le. A chaque attaque anticommuniste de la presse bourgeoise et particulièrement du *Temps*, organe de Loucheur, correspond une attaque anticommuniste de la presse réformiste et spécialement de l'*Atelier*, organe de Merrheim.

Mais tandis que ses compères, cyniques mais prudents, recouvrent d'apparences idéologiques les raisons profondes de leur trahison, Merrheim dévoré d'ambition et troublé par une irritabilité malade — incurable chez les renégats — démasque plus maladroitement ses appétits.

Voulez-vous savoir ce que pense l'état-major de la C. G. T. ? Ecoutez et lisez Merrheim.

Je n'évoquerai pas le réquisitoire lancé par lui contre la Russie des Soviets sous forme de préface détestable au petit livre de Max Horschiller. Ce document suffit à déshonorer à jamais cet homme. Il fut pourtant dépassé en ignominie par les innombrables articles signés par lui depuis trois ans. Signés par lui, je puis l'écrire, puisqu'il est de notoriété publique que Merrheim se borne généralement à mettre son nom au bas des articles pensés par d'autres, par ses hommes de confiance qui sont avant tout (le pauvre bougre ne s'en doutait pas jadis) les hommes de confiance de la bourgeoisie. Dans la série — inspirée, tantôt par Horschiller et tantôt par Martof — publiée par lui contre la Révolution Russe il a accumulé plus de calomnies haineuses que les pires réacteurs n'en ramassèrent jamais dans la boue des officines blanches.

Une fois de plus, à l'occasion de l'occupation de la Ruhr, la vanité de Merrheim et son im-

pulsivité, son ardent désir de jouer un rôle à tout prix, vont permettre à la classe ouvrière de vérifier l'exacte position occupée par la C. G. T.

Les misérables motifs du refus opposé par les gens d'Amsterdam aux supplications des syndiqués allemands, le recours à l'arbitrage de la Société des Nations, organisation des bourgeoisies franco-anglaises, remède illusoire hypocritement proposé par les réformistes de France aux réformistes d'Allemagne, nous avaient montré déjà les chefs de la C. G. T. désertant la lutte de classes et la solidarité prolétarienne internationale.

Une dernière et malheureuse initiative de Merrheim fait apparaître — et fait apparaître avec lui la C. G. T. — plus nettement encore comme l'instrument servile de l'impérialisme français.

Jugez-en. La *Gazette de Rhénanie et de Westphalie*, organe de Stinnes et de Thyssen, a publié dans son numéro du 5 février 1923, sous le titre « Les révélations de M. Husemann » un article sensationnel et qui ne saurait être démenti. Husemann est une des personnalités les plus connues du réformisme allemand. La presse social-démocrate ne songe même pas, d'ailleurs, à nier l'exactitude de ses suggestives déclarations; Le *Vorwaerts*, si désespéré qu'il soit, se borne à déplorer qu'une « indiscretion » ait fait éclater cette lamentable histoire. Merrheim sera plus désespéré encore que le *Vorwaerts*. J'imagine les cris de colère de cet impudent personnage. Ils ne tromperont personne.

Voici, en effet, ce qu'a déclaré le citoyen Husemann, président des Syndicats des mineurs de la Ruhr :

« Le lundi 29 janvier, M. Max Horschiller, porteur d'une lettre d'introduction de Merrheim, président du Syndicat des métallurgistes français, est venu chez moi. Il m'a déclaré être socialiste. »

M. Horschiller est, en effet, un socialiste, un socialiste français — de l'espèce dite patriote — tout autant que MM. Merrheim, Ehrlich ou Grumbach. Comme le dit le *Vorwaerts*, il est depuis longtemps honoré de la confiance de Merrheim. Il est rédacteur aux journaux de la C. G. T. A Gènes, pendant la Conférence, il me demanda une interview pour le *Peuple*. Il

est enfin (ceci se sait moins dans la Ruhr), employé au *Temps*. C'est un spécimen typique de ces... observateurs intelligemment placés par la bourgeoisie auprès des leaders ouvriers pour les manœuvrer, les compromettre et au besoin les corrompre.

« Hoschiller prétend que la France a entrepris cette action (l'occupation de la Ruhr) pour tenir en mains les capitalistes allemands Stinnes, Thyssen et Cie. Il m'a demandé si je ne pouvais pas venir au Syndicat du charbon, à Essen, pour m'entretenir avec M. Coste ou avec M. Daum. »

M. Coste, on le sait, préside la fameuse Commission d'Ingénieurs chargée d'empêcher le charbon de la Ruhr d'arriver en France et qui, appuyée sur cent mille baïonnettes, remplit si remarquablement sa patriotique mission. Il est, bien entendu, étroitement lié au Comité des Forges. M. Daum appartient, lui aussi, à l'état-major des Hautes-Commissions Interalliées. C'est, bien entendu, un des potentats industriels qui après avoir imposé au gouvernement leur politique impérialiste se sont spontanément délégués dans la Ruhr pour en assurer l'exécution. On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Effaré par cette étrange proposition, Husemann craint d'abord de se compromettre. « Je n'ai rien à dire, objecte-t-il, à ces messieurs. »

Mais Hoschiller sait le rassurer. Hoschiller est une personnalité qu'on écoute — et qui écoute — dans les milieux cégétistes. Il vient de Paris tout exprès. Il est envoyé par Merrheim. Merrheim est un homme illustre. En province et même à l'étranger on peut encore rencontrer de braves gens, mal informés depuis Zimmerwald, qui le considèrent toujours comme un internationaliste sincère. C'est un des leaders de la Fédération d'Amsterdam à laquelle appartient également Husemann. Il figure parmi les grandes vedettes de la C. G. T. Enfin, secrétaire de la Fédération des métaux, il représente — hélas ! — cette importante portion de la classe ouvrière française plus intéressée que tout autre à coordonner ses efforts avec ceux des mineurs de la Ruhr. Merrheim est, en somme, un Husemann français avec plus de gloire mais aussi moins d'honnêteté.

La démarche d'Hoschiller — secrètement soutenue par le *Temps* et faite pour le compte du Comité des Forges — est patronnée par Merrheim. Derrière Merrheim il y a la C. G. T. Et derrière la C. G. T., Amsterdam.

« Hoschiller est prêt à servir d'intermédiaire pour une conférence. »

Husemann finit par oublier ses scrupules et ses inquiétudes. Il accepte l'entrevue. Elle a lieu le lendemain. M. Daum, appréciant le caractère insolite de telles négociations, prend

sagement quelques précautions. Il dicte ses conditions :

« Il s'agit d'une conversation privée (entre un représentant officiel du gouvernement français et un mandataire officiel des mineurs de la Ruhr). Il demande qu'elle ait lieu sans témoins. Il ne veut pas que cet entretien soit publié dans un journal. » (D'accord, évidemment, avec ce pauvre Merrheim.)

Puis, l'honorable délégué du Comité des Forges du Bloc National constate, avec ennui, qu'il n'a pas pu arriver à une entente avec les patrons allemands. C'est pourquoi il voudrait s'entendre, à leurs dépens, avec leurs ouvriers. Ses arguments, les arguments de l'impérialisme français, ne persuadent pas Husemann qui se refuse à comprendre la sale besogne qu'on attend de lui. M. Daum est déconcerté. Il espérait, à coup sûr, trouver un homme plus... accommodant, sans quoi il ne se serait pas aventuré dans ce mystérieux tête à tête. Il bat en retraite à la confusion d'Hoschiller qui avait dû lui promettre bien autre chose. Et c'est tout. N'est-ce point assez ?

Les social-démocrates allemands ne sont pas revenus encore de leur stupéfaction. Que penseront les travailleurs des autres pays de ce syndicalisme français qui, la main dans la main des envahisseurs de la Ruhr, s'efforce de servir contre le prolétariat allemand leur politique de brigandage ?

Et que diront les travailleurs français ? Derrière les phrases retentissantes de La Haye, de Lille et de Paris, sauront-ils, enfin, découvrir la réalité : la complicité inavouée mais indéniable des réformistes français avec la bourgeoisie française, l'alliance avec les exploités « nationaux » contre les exploités « ennemis », la trahison permanente de la classe ouvrière ?

Jacques SADOUL.

VIENT DE PARAÎTRE :

E. BRAND & H. WALETSKY

Le Communisme en Pologne

5 ANS DE COMBAT

A L'AVANT-GARDE

Préface d'Amédée DUNOIS

Un volume : 3 francs

Franco : 3 fr. 25

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Vie des Révolutionnaires

LES OUVRIERS

Quels hommes ont fait la Révolution d'Octobre ? Quelle trempe d'hommes, quelles volontés, quels dévouements, quels cerveaux a-t-il fallu pour accomplir cette œuvre formidable : jeter bas une société, constituer sur les ruines le camp retranché des bâtisseurs de l'avenir, défendre ce camp pendant quatre années contre la coalition de toutes les grandes puissances civiles et de toutes les forces du passé, vaincre pourtant, donc vivre et continuer ?

La question n'est pas d'un intérêt exclusivement historique et psychologique. Elle est, dirai-je, vivante. Tout ce qui touche à ces hommes est vivant. *Les connaître, c'est savoir ce que c'est que d'être des révolutionnaires.*

Les commissaires russes le savent. *L'Istpart* — la Commission d'Histoire du Parti — recueille avec un soin pieux tous les documents sur la vie, les luttes, la mort des révolutionnaires. Ils constituent déjà une littérature riche et prenante. — Ceux que nous allons étudier brièvement sont les plus simples, les plus rudimentaires même. Nous les trouvons pour la plupart dans le recueil : *A la Mémoire des Sacrifiés de la Révolution*, récemment (1922) publié par la Librairie de l'Etat de Moscou. La grande majorité des biographies qu'il contient ne dépassent pas vingt lignes et ne contiennent pas de phrases : des dates, des faits. C'est assez. C'est épiqua. Près de trois mille noms sont inscrits dans ce livre : ceux de trois mille morts qui furent tous des hommes d'élite — *des révolutionnaires*. Venus de tous les points de l'horizon, de toutes les classes, de tous les partis, au bolchevisme, c'est-à-dire à la réalité de la révolution sociale, morts de toutes les morts : fusillés, égorgés, pendus, torturés, déchiquetés par les grenades, épuisés par la faim et le surmenage, abattus par le typhus, suicidés... Mais leur mort, quelque atroce qu'elle soit, n'est jamais qu'un épilogue secondaire : *ils ont tellement vécu ! — et la révolution continue.*

On trouvera beaucoup de noms dans les pages suivantes. Nous pensons qu'ils ne seront pas fastidieux. Ne s'agit-il pas en somme de définir des masses, tout un peuple ? Aucun de ces grands destructeurs et créateurs de valeurs ne constitue une exception, ne l'oublions pas. Aucun ne doit être plus à nos yeux qu'un homme dans la masse des prolétaires et des paysans de Russie qui ont entrepris en 1917 de transformer la société. — La classification des chapitres suivants, dans lesquels il sera successivement question des ouvriers, des intellectuels, des femmes, des jeunes gens est bien arbitraire. Son seul but est de faciliter l'exposition.

I

Les ouvriers sont le nombre, la masse dans cette masse. L'usine, le chantier, l'atelier, la mine, avaient donné à la révolution l'élément conscient,

le plus conscient, le plus nombreux. Laissons parler leurs vies.

— Anton Valek, cheminot, né en 1887, milite à partir de 17 ans ; participe en 1905 au mouvement insurrectionnel de Kharkov, est exilé pour trois ans à Olonetz — dans les brumes et le froid de la Karélie — s'évade, recommence à militer, illégal, est arrêté de nouveau, exilé pour 5 ans dans le gouvernement de Tobolsk (Sibérie), s'évade une deuxième fois, se fait embaucher dans l'Oural, à l'usine électrique de Nadiejdinsky, y prend part, au cours de grèves, à une campagne terroriste contre le patronat, est arrêté, risquant cette fois le gibet, trouve le moyen de manger, pendant la perquisition faite chez lui, le mandat du parti qui pourrait le perdre ; devient successivement — car la lutte pour le pain est aussi dure que l'action clandestine pour le Parti — portefaix, meunier, teinturier, trouve moyen de s'instruire, veut être dentiste, puis photographe, finit, en 1917, par devenir tourneur aux usines Poutilov (Petrograd). « J'enlève, dit-il alors de sa modeste tâche quotidienne, les petites pierres du chemin de la révolution. » Celle-ci le porte au Soviet, en fait un membre de la Commission des Logements, un bolchevik (il était social-démocrate menchevik auparavant). En 1918, il est membre du Soviet d'Omsk, se bat, au front sibérien, contre les constituants et Koltchak. Mais la Sibérie est perdue pour les rouges. Il y reste, organisant les sections clandestines du Parti. Le 1^{er} avril 1919, à Ekaterinbourg, une trahison le livre aux limiers de la réaction. En cinq jours de tortures, Anton Valek reçoit quatre cents coups de plète — la plète est un fouet à lanières de cuir. — Il meurt subitement, en attendant son tour, pendant l'exécution de ses sept compagnons d'infortune que l'on égorge à coups de sabre — pour épargner les munitions... N'est-elle pas bien remplie, cette existence de communiste ?

Kharlampy Timoféevitch Mouraviev, serrurier, d'abord anarchiste, est condamné à mort, à 16 ans, à Ekaterinoslav (1909), peine commuée, à cause de sa jeunesse, en vingt années de travaux forcés ; demeure enchaîné pendant 6 ans, au droit commun. S'évade en 1917, adhère au Parti Communiste, est un des auteurs de la Révolution d'Octobre à Moscou. C'est lui qui, au plus fort de la bataille entre les Blancs et les Rouges, amène au Soviet les renforts ouvriers du quartier Lefortov. L'ancien anarchiste s'est mué en un organisateur de l'armée rouge, en Ukraine, puis au front tchéco-slovaque, sous Kazan. Là, il est fait prisonnier, amené nu dans la neige, à Oufa, puis égorgé, avec 70 autres captifs rouges, le jour où les Tchéco-Slovaques doivent évacuer cette ville (1^{er} janvier 1919).

Nakhinson (Semen Mikhaïlovitch) est mort presque identiquement, quelques mois plus tôt. Juif, membre du *Bund*, participant de la révolution de 1905 à Libau, condamné à mort, lui aussi, par la justice du tsar, illégal, rédacteur à la première

Pravda, emprisonné deux fois — une fois pendant deux ans — mobilisé et envoyé au front en 1916, il y est, en février 1917, condamné à mort une deuxième fois par un conseil de guerre, comme « agent de l'ennemi », c'est-à-dire bolchevik. La révolution de mars le sauve et en fait le président du Soviet du 2^e rayon de Petrograd, puis un des premiers chefs-soldats de l'Armée Rouge. Nakhimson est à Yaroslav quand MM. Noulens et Savinkov, le premier payant et ordonnant, le second payé et exécutant, y déclenchent l'insurrection contre-révolutionnaire. Le « commissaire juif », surpris dans son bureau, est fusillé séance tenante dans la cour ; son corps, que l'on a traîné par les rues, gît abandonné, pendant une semaine, dans la cour de l'hôpital. Personne n'ose donner une sépulture à cet ennemi de la démocratie.

Tels sont les premiers organisateurs de l'Armée Rouge, dans les masses. Mais voici des organisateurs de la production socialisée :

Le tourneur Michel Egorov, des usines de Lougansk, qui travailla longtemps, 12 et 14 heures par jour ; bolchevik depuis 1905, militant illégal à l'usine presque toute sa vie, quelquefois emprisonné, comme il sied. Vice-président, après l'Octobre rouge, du Conseil Economique de Samara, s'arrache à sa tâche d'organisateur du travail pour prendre le fusil et se battre avec les Tcheco-Slovaques ; coupé des siens, est traqué comme un fauve, dans les bois ; échappe et reprend ses fonctions, lorsque reviennent les rouges. Emporté par le typhus, le 10 janvier 1921.

Justin Jouk, syndicaliste-libertaire, forçat de Schlüsselbourg, organisateur des coopératives, du ravitaillement des usines de Schlüsselbourg, tué au front de Karélie, en octobre 1919, par une balle perdue, alors qu'il s'efforçait de ramener au feu ses hommes surpris et débandés...

Et voici un fondateur du Proletkult : Fédor Katmin, qui fut tour à tour serrurier, typographe et tisserand, s'instruisit à grand-peine, surtout en prison où il resta 15 mois, puis en exil à Arkhangelsk ; qui fonda, en 1905, la « République ouvrière d'Alexandrov », ce qui lui valut trois années de bataillon de discipline, puis l'exil à l'étranger ; fréquenta, à Bologne, l'Ecole marxiste créée par Lounatcharsky, Gorky et Bogdanov (1909) ; revint en Russie sous le régime de fer de Stolypine, envoyé par le Parti pour sauver les débris de l'organisation clandestine, dut fuir bientôt, vint travailler à Paris aux usines de construction d'aéroplanes... Ce fut un des premiers directeurs du Proletkult au Commissariat de l'Instruction publique. Le typhus l'abattit en 1920.

Un organisateur de *tchéka* : le tisserand Yanichev (Michel Petrovitch), d'Ivanovo-Voznessensk, bon internationaliste, émigré et militant en Amérique, à Boston et Detroit, combattant d'Octobre à Moscou, connu comme un des beaux entraîneurs d'hommes du Parti, élu à l'Exécutif Panrusse des Soviets, désigné au Bureau de la Commission Extraordinaire Panrusse de Répression de la Contre-Révolution, finalement commissaire politique de la 15^e division au front de Wrangel, se bat à côté de ses hommes et tombe dans une attaque à la baïonnette. — Il fait penser à cet ouvrier fondeur, un des créateurs de son syndicat, D. Bravarnionk, également tué au front, en septembre 1919,

et qui était parti en disant : « On me tuera probablement, car je ne m'embusquerai pas dans un état-major et ne fuirai pas ».

Les ouvriers font la révolution dans tous les coins de l'immense Russie, dans tous les domaines de la vie sociale. Nommons encore quelques obscurs. L'horloger Zakheim institue à Yaroslav le pouvoir des Soviets, y procède aux premières expropriations des classes possédantes, y est le porteur de la dictature du prolétariat. Il est tué pendant le coup de force des blancs. — L'ouvrier Karl Ilmer est l'un des chefs de l'insurrection rouge de Tomsk, contre Koltchak, en mars 1919. Fusillé avec 20 autres ouvriers. — Le typo Prosmouchkine (*alias* Isaac Sper, Bernavsky, etc.) est, en Crimée blanche, l'infatigable, l'insaisissable tête de l'organisation clandestine. Trahi par un provocateur, affreusement torturé, il ne livre personne et s'empoisonne à la veille d'être exécuté. — C'est le président du Syndicat des typos de Petrograd, Nikand Grigoriev, qui forme, en 1918, le premier contingent armé des typos. Fait prisonnier et fusillé par Youdenitch. — Le menuisier Semen Vosskov, longtemps émigré en Amérique, contribue à faire échouer le coup d'Etat de Kornilov, improvise, pendant la révolution finlandaise, le secours aux prolétaires de Finlande, crée les *Kombed* — Comités de la pauvreté paysanne — dans les campagnes du Nord et succombe (typhus) en 1920, dans le Sud, où il jetait les bases d'une organisation du ravitaillement.

Un nom encore, celui d'un obscur, auquel nous devons l'involontaire révélation d'un peu de l'âme de tous ces hommes. Luc Pankov, ouvrier des poudreries de Schlüsselbourg, membre du Comité de Ravitaillement des grandes usines d'Okhta (Petrograd), agitateur au front sibérien, commissaire d'un régiment d'infanterie pendant la défense de Petrograd, achève sa carrière en qualité de Commissaire d'un fort de la position de Krasnaya-Gorka, en face de Cronstadt. Dans la nuit du 12 au 13 juin 1919, le commandement du fort, composé d'anciens officiers ralliés aux Soviets, trahit, arrête les communistes, les « colle au mur » immédiatement et envoie des radios pressants à la flotte anglaise : « Venez, la position est à vous ». Pankov a reçu ses douze balles. On a de lui un testament moral, daté de 1916, une page maladroitement écrite, remplie de tourment : « Comment vivre ? Sommes-nous condamnés à ne point vivre ? A quoi me dévouer, à quoi ? » Il a trouvé. Il s'est dévoué à sa classe, à l'avenir et il est mort après avoir — c'est l'essentiel — bien travaillé.

Victor SERGE.

G. ZINOVIEV

N. LÉNINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Le Parti Communiste et la Classe moyenne

I

Les événements qui se produisent en ce moment en Allemagne obligent le Parti Communiste à s'occuper d'une question qui, jusqu'ici, avait trouvé à peine l'attention des militants : la position du Parti Communiste en face des classes moyennes.

Le mouvement fasciste grandit en Allemagne. La petite bourgeoisie ne peut plus se maintenir sur le niveau d'existence d'avant-guerre ni d'après-guerre. La dépréciation du mark lui rend la vie de plus en plus difficile. Les gens des professions libérales, ceux qui touchent des rentes ou qui vivent de petites fortunes, les petits fonctionnaires et les employés, qui avaient vécu autrefois dans une situation plus aisée que la classe ouvrière, voient leurs revenus s'amoindrir au fur et à mesure que le mark dégringole et que les prix montent.

Les petits commerçants qui chercheraient aujourd'hui à gagner leur vie « honorablement », c'est-à-dire en vendant leurs marchandises avec un profit normal, seraient voués à une ruine inévitable. S'ils n'augmentent pas les prix de leurs marchandises de plusieurs centaines de pour cent, ils ne seront pas à même de faire de nouveaux achats, car en attendant les prix de revient ont triplé ou quadruplé. Ils ont à choisir entre la misère certaine et complète et la profession de mercantis et d'usuriers. La classe moyenne est ainsi en voie de disparition.

Dans la petite bourgeoisie déclassée, l'idéologie fasciste a trouvé une solide base sociale. C'est dans ces milieux que se recrutent les bandes armées de la contre-révolution et les assassins politiques des derniers temps.

Occupant une position moyenne entre le prolétariat et la bourgeoisie, la petite bourgeoisie constitue un élément flottant, susceptible de maints revirements et changements politiques, se trouvant à la remorque tantôt de l'une tantôt de l'autre des deux classes principales de la société moderne. Ainsi, par exemple, lors de la révolution de 1918, nous trouvons la petite bourgeoisie dans la suite du prolétariat, votant pour la social-démocratie. Mais les espoirs fondés dans le Parti Socialiste furent déçus. Loin de réaliser ses promesses et de conquérir le socialisme, la social-démocratie céda pas à pas devant les exigences des partis bourgeois. En butte à une détresse extrême, les déclassés de la petite bourgeoisie tournèrent alors leurs espoirs vers le mouvement qui prêchait l'action immédiate et dont les buts paraissaient coïncider avec les leurs. Le mouvement national-socialiste, alias fasciste, grandit sous la poussée des éléments prolétariés de la classe moyenne. Le traité de Versailles et ses auteurs, surtout l'impérialisme français, se présentent à l'idéologie de

ces masses comme la seule cause de leur misère. Aussi se trouvent-ils à l'extrême-droite du mouvement nationaliste, préconisant la guerre de revanche en vue de déchirer le traité de Versailles et la lutte contre l'ennemi intérieur, le prolétariat, dont l'internationalisme empêche la guerre. Cette orientation comporte tout naturellement une forte tendance antisémite.

Le prolétariat allemand se trouve donc en face d'un danger imminent : les fascistes, encouragés par l'exemple italien, aspirent à la dictature des militaires, afin d'arriver à la « renaissance nationale ». La classe ouvrière a le devoir de répondre par la violence à l'agression violente qui se prépare contre elle. Mais en même temps, elle doit essayer d'attirer de nouveau au mouvement révolutionnaire les couches petites bourgeoises sympathisant actuellement avec le fascisme. Tout en combattant les armes à la main, le Parti Communiste doit entreprendre de désagréger idéologiquement le front national-socialiste. Il y a quelques semaines, le camarade Thalheimer a exposé dans la *Rote Fahne* comment le Parti communiste doit remplir cette tâche. Il écrit :

« Les forces motrices qui poussent la masse petite bourgeoise vers le fascisme sont principalement : 1^o la poignante misère sociale ; la petite bourgeoisie, surtout celle des villes, se meurt dans des tortures et des privations terribles ; 2^o l'oppression nationale.

« L'action de ces deux forces motrices ouvre la perspective que le prolétariat sera capable d'attirer de nouveau à lui une grande partie de la petite bourgeoisie, dès qu'il se rappellera son rôle dirigeant de la lutte des classes contre la bourgeoisie.

« Nous devons partir dans notre propagande d'une façon critique et révolutionnaire de l'idéologie nationale des petits bourgeois : nous devons leur montrer que la grosse bourgeoisie (non seulement juive, mais aussi chrétienne), piétine l'intérêt national et que le sauvetage de la nation ne peut être l'œuvre que de la classe ouvrière et de la révolution prolétarienne internationale. »

La motion sur la situation politique et les tâches prochaines du Parti, adoptée au congrès de Leipzig, dit à ce sujet :

« La petite bourgeoisie ne peut être sauvée de l'extermination barbare que par la lutte commune avec la classe ouvrière contre le grand capital, qui exploite et opprime brutalement l'une et l'autre des deux classes... »

La motion indique ensuite dans quelles conditions la lutte contre le traité de Versailles serait efficace :

« Tout en combattant sa propre bourgeoisie, la classe ouvrière allemande doit repousser l'ennemi étranger, l'impérialisme allié. Toute défense sera

sans effet tant que le prolétariat ne s'érigera pas en dirigeant de l'économie et en détenteur du pouvoir politique... Appuyé sur le pouvoir conquis, le prolétariat allemand sera capable de mobiliser les forces du prolétariat international, de conclure une alliance défensive avec la Russie des Soviets et le peuple turc et d'utiliser le mouvement des nations opprimées d'Orient pour la lutte d'émancipation commune. Le prolétariat doit lutter de toutes ses forces contre le déchaînement de nouvelles guerres, qui lui imposeraient de nouveaux sacrifices inouïs et qui précipiteraient le monde dans un horrible chaos. Tant que la lutte internationale du prolétariat n'aura pas réussi à rompre le traité de Versailles, il faudra forcer la bourgeoisie allemande de prendre sur ses épaules les charges inévitables de la reconstruction. Mais si la résistance extrême de la classe ouvrière ne réussit pas à empêcher une nouvelle guerre, le prolétariat a le devoir d'en enlever la direction à la bourgeoisie et de transformer la guerre pour le sauvetage des coffres-forts capitalistes en une guerre de défense révolutionnaire. »

Le Parti communiste se propose donc d'opposer aux buts et aux méthodes des national-socialistes la ligne nette et claire d'une politique de classe. Il démontre à la petite bourgeoisie déclassée, actuellement adhérente au fascisme, que la tactique fasciste, loin de sauver la nation, conduit la nation à l'anéantissement.

En expliquant que les véritables intérêts nationaux coïncident avec les intérêts de la révolution prolétarienne et que la révolution, et non la guerre de revanche, est le seul moyen efficace de briser le traité de Versailles, le Parti Communiste intensifie sa propagande dans les milieux petits-bourgeois.

II

Les expériences du mouvement communiste d'Allemagne doivent nous servir, à nous autres, de leçons pour nos luttes futures.

En France, le péril fasciste n'est pas encore aussi imminent qu'en Allemagne. La piteuse manifestation lors des obsèques de M. Marius Plateau a prouvé que le fascisme français n'est qu'un bébé de dragon. L'idéologie du fascisme ne s'appuie pas encore sur une puissance matérielle, conditionnée par la structure sociale.

Cependant, cette puissance matérielle pourra se créer à l'avenir, et elle sera alors plus grande qu'en Allemagne, étant donné que la petite bourgeoisie est d'une plus grande importance sociale en France qu'en Allemagne, à cause de sa proportion plus considérable vis-à-vis des autres classes. La politique actuelle de la bourgeoisie française pousse la France à la ruine économique et financière. L'occupation de la Ruhr fera encore croître le déficit du budget, au lieu de le boucler. La vie économique subit déjà les premières épreuves désagréables : les hauts-fourneaux s'éteignent faute de charbon. La chute du franc annonce la catastrophe. Les perspectives d'une nouvelle guerre impérialiste assombrissent l'horizon. Si le traité de Versailles et la politique de ses exécuteurs ne suffisent pas à pousser la déconfiture aussi loin qu'en Allemagne, la nouvelle guerre achèvera sûrement ce que la dernière a manqué.

Une telle évolution, facile à prévoir, entraînera

la petite bourgeoisie française dans la misère. C'est alors que se créeront les conditions matérielles d'un puissant mouvement fasciste en France.

Il est cependant à noter que, contrairement à l'Allemagne, la chute de la classe moyenne ne renforcera pas tout de suite l'extrême-droite. Soumise aux mêmes hésitations et aux mêmes oscillations que la petite bourgeoisie des autres pays, la classe moyenne de France a voté, en 1919, dans l'ivresse nationaliste de la victoire, pour les candidats du Bloc National. Les élections des dernières deux années indiquent que cette classe se tourne en ce moment vers le Bloc des Gauches. Ce n'est qu'après la victoire de celui-ci que la déception gagnera de nouveau les milieux petits-bourgeois, les poussant dans le camp d'autres partis politiques. Alors, le danger du fascisme deviendra réel en France : ce sera au Parti Communiste de disputer aux royalistes l'influence sur la petite bourgeoisie.

La tâche essentielle du Parti Communiste dans la situation présente consiste surtout à tracer nettement la ligne politique entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, d'opposer au Bloc des Gauches, dans lequel les socialistes-réformistes sont en train de sombrer, non seulement le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, mais celui du front unique prolétaire. Notre Parti vient seulement d'éliminer de ses rangs les restes de conceptions petites-bourgeoises et anti-prolétariennes. Mais une fois idéologiquement consolidé, le Parti Communiste a le devoir d'étendre son influence aussi largement et aussi profondément que possible sur la petite bourgeoisie. Vu la proportion de la petite bourgeoisie au sein de la nation française, cette tâche est plus importante encore pour le Parti français que pour le Parti allemand. Il est vrai que la réincorporation de l'Alsace-Lorraine et l'annexion plus ou moins voilée de la Ruhr accéléreront le développement numérique et idéologique du prolétariat, qui grandit avec le développement de la grande industrie. Mais ce processus ne s'accomplira que lentement, tandis que les événements politiques peuvent survenir avec une rapidité imprévue.

Comment notre Parti peut-il mener d'ores et déjà, une action efficace au sein de la classe moyenne ? Les conditions matérielles dans lesquelles vit la petite bourgeoisie française ne sont pas les mêmes qu'en Allemagne. Mais il y a un phénomène qui permettra au Parti Communiste de France d'appliquer dans une certaine mesure la tactique actuelle du Parti frère allemand.

Notre Parti pourra, comme la section allemande de l'Internationale Communiste, rattacher sa propagande dans la petite bourgeoisie aux conceptions nationales propres à cette classe. La nation française est menacée, comme la nation allemande, de l'extermination. En Allemagne, ce sont les conséquences de la guerre et du traité de Versailles : le dépérissement de la jeunesse, la croissance des maladies, la ruine de la force de travail, la misère croissante qui a déjà causé la mort de centaines de milliers et qui est en train de broyer des millions.

La dépopulation en France est un fait indéniable. La politique des gouvernants impérialistes pousse la France inévitablement dans une nouvelle conflagration mondiale.

De la prochaine guerre, où elle n'aura plus de co-nationaux à libérer pour combler à peine les pertes de la boucherie, la nation française sortira décimée, éreintée, saignée à blanc. Il n'y a qu'un seul moyen pour empêcher la disparition de la nation française comme il n'y en a qu'un seul pour éviter l'extermination de la nation allemande : la révolution prolétarienne.

La dialectique de l'histoire fait du Parti des sans-patrie le Parti de l'intérêt national. C'est ce qu'il faudra démontrer à la classe moyenne pour la gagner à la cause révolutionnaire, ou du moins pour la neutraliser dans la révolution. Il faut lui rappeler les paroles que Rosa Luxembourg a écrites en 1915 dans la fameuse « Junius-Brochure » (La crise de la Social-démocratie allemande).

« Ainsi, le grave dilemme entre les intérêts de la patrie et la solidarité internationale du prolétariat, le conflit tragique qui ne fit tomber nos parlementaires du côté de la guerre impérialiste que le « cœur serré », ce grave dilemme n'est qu'une pure hypothèse, une fiction bourgeoise et nationaliste. Entre les intérêts du pays et l'intérêt de classe de l'Internationale prolétarienne, il y a plutôt, dans la guerre comme dans la paix, une harmonie complè-

te : tous deux exigent le plus énergique développement de la lutte de classes et la lutte la plus décidée pour le programme socialiste. » (Bien entendu, pas pour le programme social-patriotique.)

Les rodomontades nationalistes de ceux qui s'estiment les détenteurs qualifiés de l'intérêt national mènent les peuples à la ruine. Les intérêts de classe du prolétariat, par contre, coïncident avec l'intérêt national. Les intérêts de la classe ouvrière internationale, identiques avec les intérêts de l'humanité, sont nécessairement les mêmes que ceux de chaque nation.

Le prolétariat, dépourvu d'idéologie nationaliste, comprend et désire la révolution prolétarienne par les intérêts mêmes de sa classe. La propagande communiste dans la petite bourgeoisie, cependant, doit, tenir compte de l'idéologie nationale de ces masses, dont le concours ou l'hostilité peuvent déterminer l'issue de grandes luttes révolutionnaires. Dans son agitation au sein de la petite bourgeoisie, le Parti Communiste doit s'efforcer de réaliser la synthèse du nationalisme et de l'internationalisme : il a à démontrer que seule la lutte de classe internationale peut sauver la nation.

Lucien REVO.

SYNDICALISME FASCISTE

Le fascisme, par les efforts combinés de l'ex-syndicaliste Rossoni et de l'ex-socialiste Mussolini, a créé un syndicalisme à son image : nationaliste, violent, anticlassiste, antiproletaire, conservateur.

Examinons-le. Le syndicalisme fasciste agit dans le cadre de la nation. L'internationalisme en est banni. L'idée fondamentale du fascisme, selon les affirmations de ses chefs, est la patrie italienne. Tout est, par conséquent, soumis à l'intérêt national. Le travail, et les travailleurs surtout. Mais la nation est un terme que chacun conçoit selon ses intérêts différents ; ainsi, il en résulte que la doctrine syndicale fasciste elle-même se base sur une vague et arbitraire interprétation. Mussolini a dit à Udine : « Nous voulons la grandeur de la nation. Voilà pourquoi nous faisons du syndicalisme. Les masses, en tant que nombre, en tant qu'inertie, en tant que quantité, ne peuvent pas créer quelque chose de durable dans l'histoire. Mais les masses existent dans la Nation, sont nécessaires à la vie de la Nation en paix et en guerre ; on ne peut pas les repousser, on ne le doit pas ».

Il faut donc, dans l'intérêt national, les organiser : pendant la paix, pour enrichir la Nation ; pendant la guerre, pour la rendre puissante.

Les fascistes ont le plus grand mépris pour la masse ; s'ils s'en occupent, c'est pour la plier à leurs besoins, pour en faire un instrument passif de leur domination. Le syndicalisme fasciste est violent contre les ouvriers, naturellement. Aucun autre syndicalisme n'est admis. Il s'est imposé aux

travailleurs par la force et a détruit par la violence les organisations révolutionnaires. Nous dirons plus loin comment et en quoi il s'est imposé.

Son esprit est anticlassiste par le fait même qu'il est nationaliste. Il existe une hiérarchie sociale ou, pour employer un terme fasciste, une hiérarchie des valeurs individuelles. L'idée même de classe entendue dans le sens socialiste est considérée comme un non-sens. Seule la nation vit et existe. L'un d'entre eux écrivait : « Substituer le patriotisme à l'esprit de classe, démontrer aux travailleurs qu'ils ont intérêt à renoncer à l'égoïsme de groupe en faveur de la solidarité nationale, voilà le but du syndicalisme fasciste ».

Et Mussolini (quelle bonté !) a ajouté qu'il se proposait « le dévouement au bien-être du pays et au bien-être du prolétariat, mais à travers la coopération des classes, non pas à travers la lutte de classes ». Dans ce but, les syndicalistes fascistes réunissent travailleurs et employeurs, exploités et exploités.

Puisqu'ils vivent ensemble dans l'espace restreint de la nation, ils doivent également agir ensemble. Et c'est de cette union que l'on espère obtenir la fin de la lutte de classes. Désir absurde et irréalisable !...

Le syndicalisme fasciste est antiproletaire. Il ne peut pas faire une politique ouvrière qui implique la lutte contre le patronat. La lutte même est écartée. Pas de grèves, pas d'agitations. La nation a besoin de travail et tout arrêt porte dommage à l'organisme social tout entier.

Le fascisme se limite, en politique étrangère, à un *expansionnisme commercial*, et puisque celui-ci se base sur la concurrence et demande des sacrifices, les travailleurs doivent les fournir — cela se comprend — dans l'intérêt national.

Faire grève dans les services publics, c'est léser la patrie. Comment défendre donc les intérêts des prolétaires ?

Voici la réponse : les requêtes justes ne peuvent obtenir que de justes satisfactions. Le fascisme saura juger.

Le syndicalisme fasciste est conservateur, écoutez-le : « Anticollectiviste, irréductiblement opposé à la dictature du prolétariat, le fascisme se propose l'accord de l'individu et des nécessités sociales, sous l'arbitrage modérateur d'un Etat libre, impartial et fort. Il combat seulement l'antipatriotisme ». La propriété privée est l'élément dynamique du progrès civique. « Il faut augmenter les petites propriétés pour augmenter le nombre des défenseurs de la propriété privée. Il faut que la petite propriété surgisse partout où elle n'existe pas et ne soit pas détruite où elle existe. » Du reste, pour ceux qui ne le sauraient pas, il existe dans le fascisme aussi, un courant socialiste, d'un socialisme qui est *individualisme, volontarisme, spiritualisme, qui n'est pas socialisme marxiste*. « Il grandit tous les jours, il se développe, il se multiplie, il atteint des proportions incroyables. Dans l'étude des doctrines classiques de Blanqui et de Lassalle, il rencontre et admire, en fin d'analyse, dans sa divine réalité, le plus simple, le plus pur, le plus sacré des socialismes, celui du Christ. »

Le Christ est encore parmi les larrons !...

Voilà donc la soi-disant doctrine, le système sur lequel se base le syndicalisme fasciste. Tous ses efforts n'ont pu réussir à en cacher la vraie nature qui en fait un instrument d'esclavage capitaliste, une organisation contre-révolutionnaire en temps de paix et une formation quasi militaire en temps de guerre.

Comment a-t-il pu s'affirmer ?

Comment peut-il tenir ?

Réussira-t-il à remplacer le syndicalisme révolutionnaire ?

Il s'est imposé particulièrement à la campagne et dans les petits centres — par l'intimidation et la terreur — et ceci n'est arrivé que quelque temps après, quand la lutte avait déjà abattu les forces révolutionnaires locales.

D'une part, le patron exige l'inscription aux S. F., sous peine de licenciement ; de l'autre, le bâton agit.

La masse, qui a souffert du chômage, qui gagne peu et n'a pas de réserves, qui a perdu les combats précédents et a vu arrêter ses militants les plus courageux et les plus actifs, est obligée de céder. Du reste, les organisations révolutionnaires n'ont plus de siège ; si elles en ont un, elles ne peuvent pas se réunir ; le fascisme ne le permet pas.

L'on a vu ainsi des syndicats rouges passer aux fasci en entier. A ce propos, un fasciste écrit : « Les syndicats votaient le changement et rédi-

geaient des démissions qu'ils notifiaient à la Confédération. Séances brèves et froides, pareilles à des funérailles sans affection ». Mais si la carte a changé, la foi est toujours révolutionnaire. Il a été souvent dit, quand ont surgi les syndicats fascistes, qu'ils seraient entraînés, malgré eux, dans une politique classiste. En effet, il y eut une période pendant laquelle l'on enregistra en même temps des actes d'une violence inouïe contre des ouvriers en grève et des actions de syndicats fascistes contre les propriétaires. Ainsi, en Toscane, ils ont occupé quelques fermes pour obliger les propriétaires à céder à leurs requêtes, cependant qu'à Ferrare, un groupe de fascistes se vit expulsé des fasci pour son attitude favorable aux ouvriers.

Aussi longtemps que le fascisme sera fascisme, ces épisodes indiqués seront sans importance et sévèrement punis. Dans les syndicats fascistes, l'on ne discute pas : l'on obéit aux chefs. Les secrétaires sont nommés par le parti, les comités directifs doivent être agréés par lui. Le parti juge et dispose ; la masse est la matière brute avec laquelle les maîtres travaillent aux radieux destins de la patrie.

Le cas des marins est typique.

Mussolini, pour les marins fascistes, et Giuletti pour les rouges (!) décidèrent, sous les auspices de d'Annunzio, d'unifier les deux organisations. Sitôt dit, sitôt fait. Les organisés, pas plus que les Comités directifs fédéraux, n'avaient été consultés ; d'aucuns protestèrent, mais durent céder et obéir aux ordres supérieurs.

Le syndicalisme fasciste se régite de la sorte.

Prévoir combien de temps cet état de choses durera est très difficile.

Il est certain, toutefois, que l'esprit classiste ne peut être éteint chez les travailleurs, et il est inutile d'espérer « concilier par des mesures hardies l'intérêt légitime des capitalistes et des agraires (feudataires) avec celui des masses organisées ».

La situation étant telle, il n'y a pas lieu de s'étonner que les effectifs des syndicats fascistes augmentent chaque jour. L'Etat reconnaît et encourage seulement ces organisations ; dans nombre de localités, les propriétaires placent les ouvriers entre l'inscription aux S. F. et le chômage, pendant que les « chemises noires » poursuivent méthodiquement organisateurs et organisés rouges.

Ne nous illusionnons pas : la situation en Italie est telle qu'il est vain d'espérer la rébellion des organisés dans les S. F., écrasés qu'ils sont par la misère morale et matérielle. Contre la terreur fasciste, militairement organisée et encouragée par l'Etat, la masse désarmée et impuissante ne peut pas se lever.

Il est heureux qu'un régime de domination d'une minorité sur la majorité ne puisse vivre longtemps par la terreur, et lorsqu'un minimum de liberté sera accordé aux prolétaires, le syndicalisme fasciste et le fascisme entier s'écrouleront sous le poids de leurs crimes et surtout sous celui de la haine prolétarienne.

P. MARIO.

La Situation Economique Mondiale en Octobre-Décembre 1922

Les Plans de Réparations Français et Anglais. --- Données principales

LE PLAN FRANÇAIS

Le gouvernement français déclare ne pouvoir accepter aucune réduction d'une partie des créances de l'Allemagne. Cette partie ne suffit pas même à couvrir les frais des pensions et de la reconstruction des régions dévastées. Il appartient à certains alliés de créer une possibilité pour la France de réduire ses exigences. Le gouvernement français ne pourra payer ni les intérêts ni le capital des dettes qu'il a contractées envers les Alliés tant qu'il n'aura pas couvert, au moyen des paiements que l'Allemagne s'est engagée à lui faire, les dépenses occasionnées par la reconstruction des régions dévastées.

Si toutes les puissances européennes souscrivent à cette politique, la France est prête à payer ses dettes par la cession des obligations de la série C. Le point de vue principal du gouvernement français est exprimé dans ces lignes. Puis viennent les mesures à prendre envers l'Allemagne.

La réorganisation des finances allemandes

Le programme français prévoit :

1. La stabilisation du mark.
2. Des mesures immédiates pour balancer le budget allemand.
3. L'interdiction à la Banque Nationale allemande d'escompter des bons du trésor.
4. Des mesures contre la fuite des capitaux et l'accumulation de devises étrangères dans le pays.

La commission des garanties assumera la gestion des finances allemandes afin que ces mesures puissent être appliquées.

Le projet français dit textuellement :

« La Commission des garanties doit être à même de surveiller l'exécution de ce programme et surtout d'approfondir à tout instant les détails de la situation et du développement des finances du pays et des divers Etats. Elle doit être en mesure d'exercer un contrôle efficace ; elle pourra s'opposer aux dépenses qui lui sembleraient déplacées et prescrire toute espèce d'augmentation des recettes qu'elle croira réalisable. »

La commission des garanties siégera à Berlin.

La dépendance financière de l'Allemagne serait plus grande que celle de la Turquie avant la guerre.

Moratorium et gages

Le gouvernement français ne serait point disposé à accorder un moratorium de plus de deux ans. Ce moratorium ne s'étendrait pas sur les frais d'entretien de l'armée d'occupation et des diverses commissions alliées ni sur les livraisons en nature assumées par les engagements précédents.

Et, « l'expérience des trois dernières années lui

Voir le numéro précédent du Bulletin Communiste

ont prouvé qu'on ne peut guère se fier aux engagements pris par l'Allemagne, le gouvernement français demande des gages dont l'octroi ne serait pas de nature à empêcher l'assainissement des finances de l'Allemagne... » (nous abrégeons ce texte).

Les garanties exigées sont de deux sortes :

Garanties pour assurer les livraisons en nature

a) *Charbon.* Une commission interalliée composée d'ingénieurs devra être envoyée à Essen pour surveiller les productions du syndicat du charbon. Le président de cette commission assurera la stricte exécution des livraisons de charbon au moyen d'ordres au syndicat du charbon et au service des transports allemands.

b) *Bois.* Supplément de coupe dans les forêts de l'Etat et des communes dans les régions occupées.

c) En cas de non accomplissement : réquisition dans les régions occupées ou dans le bassin de la Ruhr.

Garanties pour assurer les paiements en espèces et en nature

a) La commission interalliée des régions occupées accordera l'autorisation d'exporter les produits de ces régions et du bassin de la Ruhr contre un dépôt en devises étrangères dont la commission fixera le montant. Le rendement de l'exportation est évalué à 400 millions de marks par an.

b) Réquisition des recettes du pays occupé et du bassin de la Ruhr. Une partie soit 30 % par exemple en devra être payée en devises étrangères, le reste en papier-monnaie allemand. Le produit est estimé à 400 millions de marks-or par an. Les garanties ainsi que les livraisons devront fournir 1 milliard de marks-or par an. Les sommes ainsi recueillies serviront à assurer les paiements de l'Allemagne après l'échéance du moratorium.

Sanctions

Au cas où le gouvernement du Reich ne se conformerait pas en tous points au programme des alliés, les sanctions suivantes seront prises :

a) Occupation militaire des régions d'Essen, de Bochum et de toutes les parties du bassin de la Ruhr que le maréchal Foch indiquera.

b) Etablissement d'une ligne douanière à l'est de la contrée occupée.

LE PLAN ANGLAIS

Le projet que M. Bonar Law a soumis à la Conférence du 2 janvier prévoyait un règlement com-

mun des réparations et des dettes interalliées des Etats de l'Europe. Contrairement au projet français qui part du postulat que l'Allemagne ne veut pas payer, le projet anglais soutient que l'Allemagne payerait si l'on tenait compte de sa capacité de paiement et si les conditions des paiements étaient telles qu'elle eût intérêt à s'acquitter dans le plus bref délai possible de ses engagements.

(Du projet anglais, minutieusement élaboré jusque dans ses moindres détails techniques, nous ne donnerons que les traits essentiels.)

Moratorium : L'Allemagne ne fera aucun paiement ni en espèces ni en nature pendant 4 ans. Elle payera :

2 milliards de marks-or par an pendant les quatre années suivantes ;

2,5 milliards de marks-or pendant les 2 ans et demi suivants ;

2,5 milliards, voire 3 milliards de marks-or à partir de cette époque.

Le paiement des sommes dépassant les 2,5 dites partie variable n'est pas fixé définitivement ; leur paiement ou leur non-paiement sera déterminé par une commission spéciale après examen de la situation économique de l'Allemagne.

Des bons portant intérêt à 5 % seraient émis en deux séries :

La première série pour les 2,5 milliards de marks-or ;

La deuxième série pour 1 milliard de marks-or (éventuel).

Il n'y aurait pas d'autre amortissement prévu, mais on accorderait à l'Allemagne d'importants escomptes ; la dette serait escomptée à un taux très élevé si l'Allemagne commençait rapidement à s'en acquitter.

Les bons pourraient être payés par l'Allemagne :

jusqu'à fin décembre 1923	à 50 %
" " " 1924	à 56 %
" " " 1925	à 62 %
" " " 1926	à 68 % etc.

Un paiement rapide rapporterait à l'Allemagne des intérêts annuels de 8 à 10 % ; il pourrait aussi avoir lieu en nature aux mêmes conditions.

L'Allemagne s'engageait :

1. A stabiliser le mark (dans l'espace de 6 mois environ) et à équilibrer son budget (dans l'espace de 2 ans à peu près) ;

2. A se soumettre au contrôle financier dans la mesure où les puissances alliées le jugeraient utile ;

3. A se soumettre à toutes les dispositions prises unaniment par les Alliés y compris la réquisition des revenus et des fortunes et l'occupation militaire de pays allemands en dehors de la zone actuellement occupée en cas où l'Allemagne ne pourrait pas convaincre les organes de contrôle qu'elle aurait tout fait pour l'exécution de ces réformes financières.

Les dettes interalliées

L'Angleterre est prête à annuler toutes les dettes interalliées des belligérants européens aux conditions suivantes :

1. Les réserves d'or déposées en Angleterre par les puissances alliées (France et Italie) à titre de garantie, serviront à l'acquittement de leurs dettes envers l'Angleterre ;

2. La France remettra à l'Angleterre le montant des bons de la première série qu'elle reçoit en compensation de la priorité accordée à la Belgi-

que : l'Italie devra lui payer 1,5 milliards de marks ;

3. Les Etats alliés constitueront avec les bons de la série n° 2 un fonds commun qui sera destiné au paiement des dettes par eux contractées envers les Etats-Unis, au prorata de ces dettes mêmes. La répartition de ces bons aurait lieu conformément aux décisions de la conférence de Spa.

Les frais d'occupation et d'entretien des commissions interalliées seront ajoutés aux paiements de réparations à partir du 1^{er} janvier 1923.

Quant à la composition de la commission de contrôle l'Angleterre proposait d'y désigner un représentant de chacun des pays suivants : Angleterre, France, Belgique, Italie, Etats-Unis et une puissance neutre d'Europe. Le ministre des Finances allemand présiderait la commission sans droit de vote, sauf s'il y avait égalité des voix. Il serait tenu de se conformer à toutes les prescriptions de la commission. Celle-ci pourrait siéger sans lui lorsqu'il s'agirait des droits actuellement propres à la Commission des Réparations ou à celle des garanties.

Il est bien évident que l'adoption de ce projet eût signifié un changement radical de toute la politique des réparations.

La critique française du projet anglais

La critique française trouve que le projet anglais signifierait la non-application du traité de Versailles, car ce ne seraient plus les Alliés qui détermineraient ou réduiraient éventuellement les engagements allemands, mais une Commission étrangère dans laquelle la France, la Belgique et l'Italie, auxquelles l'Allemagne doit 70 % de sa dette totale, pourraient se trouver en minorité par suite du vote décisif du ministre des Finances du Reich.

L'annulation des livraisons de charbon est également aux yeux du gouvernement français une violation du traité de Versailles. La principale objection est soulevée contre le moratorium de quatre ans sans garanties ni gages. Aucune garantie que l'Allemagne payerait, le moratorium échu.

Mais le point essentiel de la critique française est de nature politique. Le voici exposé :

« Le programme anglais est utopique, il paraît plus dangereux encore si on examine les facilités qu'il accorde à l'Allemagne pour s'acquitter rapidement d'une dette aisément supportable.

L'Allemagne n'a pas de dettes extérieures par suite de la chute considérable du mark, ses dettes intérieures ont été proportionnellement diminuées, de sorte qu'elles ne dépassent pas quelques milliards de marks-or et qu'elles seraient réduites à rien à la baisse prochaine du change allemand. Au bout de quelques années l'Allemagne serait l'unique pays en Europe sans dettes extérieures. Sa dette de réparations serait réduite à 20 milliards, grâce au système d'escompte prévu dans le projet anglais ; cette dette pourrait être amortie dans l'espace de 15 ans environ ; elle est inférieure au tiers de la dette publique française. L'Allemagne, avec sa population toujours augmentant, avec son industrie intacte qui ne cesserait de tirer tous les avantages d'une situation exceptionnelle avec ses réserves de charbon, de bois, de potasse, se retrouverait puissante en face d'une France dont la population ne s'élèverait qu'à la moitié de la population allemande et qui aurait encore à supporter les charges de la reconstruction des provinces dévastées.

L'hégémonie allemande que la guerre devait détruire serait rétablie en Europe et consolidée par les Alliés eux-mêmes. »

Il est intéressant de noter dans la situation actuelle si confuse, que les mêmes idées ont été jadis développées presque en ces mêmes termes au Parlement anglais par M. Lloyd George. Le projet anglais prouve que l'Angleterre surestime quelque peu le péril français imminent et oublie presque le péril possible à l'avenir d'une Allemagne dont la puissance économique aurait été rétablie. Les critiques de M. Poincaré prouvent d'autre part clairement que la France tient moins à toucher prochainement des sommes considérables de l'Allemagne — ce que la voie des emprunts étrangers préconisée dans le plan anglais permettrait — qu'à empêcher l'Allemagne de redevenir une puissance politique.

M. Poincaré calcule en outre que la remise des bons de la série B prévue dans le projet anglais étant entièrement incertaine et qu'une grande partie des paiements de l'Allemagne devant être absorbée par les frais d'occupation, d'entretien de commissions, etc., il ne resterait à l'Allemagne qu'à payer 20 milliards de réparations proprement dites, desquels la France n'obtiendrait que 11 milliards.

A la fin du compte, l'Angleterre et la France sortiraient de la guerre dans la situation suivante :

La France devrait 14 milliards de marks-or aux Etats-Unis. Ses charges de pensions et de reconstruction seraient — déduction faite des 11 milliards à recevoir au titre de réparations — de 59 milliards de francs, soit, au total, de 73 milliards de marks-or.

L'Angleterre, par contre, devrait aux Etats-Unis 15,5 milliards (déduction faite des paiements allemands que la France et l'Italie lui céderaient) ; elle aurait à supporter les charges suivantes : 30 milliards de pensions. Au total 45 milliards, dont 62 % des charges françaises.

Quant à l'annulation des dettes françaises envers l'Angleterre, M. Poincaré se livre aux opérations suivantes :

« La France donnerait, contre les 11 milliards de réparations :

« 38 milliards d'obligations C,

« 2,6 milliards dus à la priorité belge,

« 1 milliard-or déposé à la Banque d'Angleterre, cela en dehors des sacrifices que la France ferait par rapport aux obligations A et B. »

Remarquons que la Belgique et l'Italie soutiennent généralement le point de vue français.

Le Problème de la Colonisation de l'Allemagne

Ce problème se pose devant trois systèmes impérialistes : français, britannique, américain. Comment ?

Les Etats-Unis n'ont pas pris part à la Conférence de l'Entente à Paris. Les bruits multiples répandus dans les journaux allemands, et d'après lesquels les Etats-Unis interviendraient dans les négociations des réparations, protesteraient contre la politique de la France, accorderaient un grand emprunt à l'Allemagne, n'ont reçu aucune confirmation. Des démarches point officielles ont peut-être été faites ; en tout cas, les Etats-Unis ne sont pas intervenus. Ce n'est pas qu'ils se désintéressent nullement de ce problème ; ils estiment que le moment d'une action n'est pas encore venu.

La situation économique de l'Allemagne est devenue telle par suite de la guerre et des lourdes conditions du traité de Versailles, que l'Allemagne ne peut plus exister en tant que puissance indépendante. Le contrôle des finances prévu par les projets anglais et français et le fait que le capital allemand passe rapidement aux mains des étrangers sont sur le point de la transformer en un Etat colonial.

A quel système capitaliste l'Allemagne colonisée se rattacherait-elle ? Voilà désormais la question pratique qui se pose. Excluons le Japon, trop éloigné, et nous resterons en présence de trois systèmes impérialistes qui pourraient essayer de recueillir l'Allemagne dans leur sphère.

L'impérialisme français

La France a l'avantage d'être la voisine immédiate de l'Allemagne, l'avantage de la nécessité économique de l'union du charbon allemand et du minéral de fer français ; elle possède les forces militaires nécessaires et les alliances indispensables pour empêcher l'Allemagne de redevenir une puissance politique : la Belgique, la Pologne et les Pays de la Petite-Entente l'appuient. L'Italie s'est aussi

rapprochée du système impérialiste français, depuis la victoire du fascisme. Les engagements de réparations de l'Allemagne donnent à la France le droit d'assurer par la force la colonisation du pays vaincu. La France impérialiste se sent néanmoins trop faible pour recueillir dans sa sphère l'Allemagne comme un tout. La population de la France n'augmente pas ; celle de l'Allemagne d'aujourd'hui aura doublé dans quelques décades. Et comme la population et la force économique de la France ne suffisent guère à maintenir son système impérialiste actuel, elle ne peut pas oser coloniser l'Allemagne considérée comme un tout. C'est pourquoi la politique française tend à détacher de l'Allemagne les parties les plus importantes au développement de sa vie économique, les pays de la rive gauche du Rhin et du bassin de la Ruhr. La grande industrie française se procurerait ainsi le charbon qui lui est nécessaire et dominerait politiquement le reste de l'Allemagne. Ou bien la France tendrait à diviser, morceler l'Etat allemand. L'arrachement de la partie industrielle de la Haute-Silésie à l'Allemagne, remise à la Pologne, a constitué la première étape vers l'amoin-drissement de l'Allemagne et vers la destruction de sa base économique.

Les Etats-Unis

Les Etats-Unis ont souvent manifesté, au cours de l'an passé, l'intention de sauver l'Allemagne. Mais la France devait préalablement consentir à une réduction de la dette de réparations, renoncer à empêcher le rétablissement de la vie économique de l'Allemagne, renoncer à l'emploi de mesures violentes ; bref, renoncer à faire de l'Allemagne ou de parties très importantes de ce pays, sa colonie. La bourgeoisie américaine serait alors disposée à mettre des fonds à la disposition de l'Allemagne, sous forme d'emprunt, afin de lui permettre de faire face à ses obligations de réparations. Le système impérialiste des Etats-Unis

absorberait évidemment l'Allemagne, car les conditions que la Haute-Finance américaine lui imposerait ne seraient certainement pas moins lourdes que celles de l'Angleterre, dans son plan de réparations. Les Etats-Unis ont le pouvoir et la ressource de transformer l'Allemagne en une colonie industrielle. Ils ont les capitaux nécessaires et ils sont l'unique pays du monde qui puisse l'oser. L'Allemagne est un pays dont la population dense ne peut vivre que du travail industriel. Pour vivre, l'Allemagne doit vendre sur le marché mondial les produits de son industrie. Les Etats-Unis sont l'unique pays du monde qui, malgré une situation normale, manque de main-d'œuvre industrielle. C'est l'unique pays capable de nourrir le prolétariat allemand industriel en lui donnant des matières premières à travailler en Allemagne même. Retenons que l'ouvrier allemand ne gagne actuellement que la cinquième partie environ — exprimée en dollars — du salaire de l'ouvrier américain.

L'illusion serait impardonnable de croire que la sympathie envers l'Allemagne et quelque souci particulier du sort futur de la civilisation européenne dictent à la bourgeoisie américaine ses attitudes, ses pensées, et motiveront son intervention éventuelle dans la question des réparations. Pour l'impérialisme yankee, il ne s'agit que de s'emparer à bon compte de la production allemande et de prendre économiquement et politiquement racine en Europe.

L'Angleterre

Le système impérialiste anglais aurait autant de difficultés que le système français à absorber l'Allemagne. L'Angleterre ne dispose pas des capitaux nécessaires pour relever l'économie allemande. Et voici le point capital : l'Angleterre étant un pays essentiellement industriel, a pour le moment et pour longtemps encore les plus grandes difficultés à écouler ses produits industriels sur le marché mondial. Elle nourrit à grand-peine son prolétariat. Or, le relèvement de l'Allemagne signifierait un accroissement de la production allemande et de l'exportation allemande sur le marché mondial. Ce n'est, en effet, que par l'exportation de ses produits industriels, par trafic maritime, etc., etc., que l'Allemagne se mettrait à même de payer les intérêts des capitaux qu'on placerait chez elle.

La colonisation de l'Allemagne multiplierait seulement les difficultés déjà nombreuses de l'Angleterre, qui conserve un million et demi de chômeurs. Ne pouvant donc entreprendre la colonisation de l'Allemagne, la Grande-Bretagne a le choix entre le système français et le système américain. L'opposition actuelle entre les intérêts anglais et français est si forte que les antagonismes anglo-américains passent entièrement au second rang. On peut affirmer aujourd'hui qu'en face du système continental impérialiste français se dresse, chaque jour plus compact, le système du marché mondial anglo-américain, anglo-saxon.

Les événements survenus pendant la rédaction de ces lignes prouvent que la France se sent assez forte pour le moment pour provoquer son adversaire anglo-saxon. Elle connaît la faiblesse du système impérialiste mondial anglais dans l'Orient : elle sait que la technique profondément modifiée de la guerre moderne a mis fin en grande partie à la situation privilégiée de l'Angleterre. Il n'y aura donc pas, à notre avis, de conflit armé entre les deux systèmes dans la question des ré-

parations — du moins pas dans un avenir rapproché. L'Angleterre et l'Amérique semblent vouloir attendre que l'aggravation constante de l'état des finances françaises et la chute du franc, probablement hâtée par des ventes anglaises et américaines, convainquent l'impérialisme français qu'il n'est pas en mesure de dominer seul l'Allemagne.

Eugène VARGA.

VIENT DE PARAÎTRE

A. KER

La Liquidation du Traité de Versailles

Préface de GASTON MONMOUSSEAU

Une brochure : 1 fr. 25
Franco : 1 fr. 40

En vente à la Librairie de l'Humanité

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

PAUL FRÉLICH

La Terreur Blanche en Allemagne

Une brochure : 1 fr.

En vente à la Librairie de l'Humanité.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.